

Résumé du curriculum vitae de Jomo Kwame Sundaram

Depuis Janvier 2005, M. Jomo est Sous-secrétaire général chargé du développement économique au Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies. Le principal rôle du Département est de permettre à l'ONU de fournir un leadership sur les questions de durabilité économique, sociale et environnementale, en mettant l'accent sur les questions de développement et d'inclusion sociale. Ses responsabilités managériales sont étendues, assurant la supervision et la transparence dans un large éventail de questions budgétaires, de personnel et de coordination, qui améliorent de façon significative les performances, l'impact et la responsabilité. Surtout pendant ces dernières années, il a dirigé dans les trois domaines de travail du Département, à savoir l'analyse des politiques, l'appui technique aux processus intergouvernementaux -- pour la recherche de consensus normatifs -- ainsi que la coopération technique pour le développement des capacités.

Innovation de la gestion, gestion de l'innovation

En 2007, M. Jomo a été responsable de la coordination d'une importante proposition de réforme budgétaire réussie, visant l'amélioration des ressources humaines et financières pour les activités de développement du Secrétariat de l'ONU, y compris la CNUCED, les commissions régionales et autres bureaux spécialisés. En 2011, il a supervisé avec succès un processus majeur, important et plus complexe de réforme budgétaire afin de "faire plus avec moins" dans le cadre des coupes de 4,8% du budget de l'ONU pour 2012-2013. Il supervise le recrutement de cadres supérieurs dans le département, assurant le mérite et l'efficacité ainsi que d'autres priorités institutionnelles telles que la diversité géographique et de genre.

Il a de plus en plus assumé des tâches dans les processus intergouvernementaux, ainsi que dans la mise en œuvre et le suivi de mandats institutionnels et des décisions intergouvernementales. Il a dirigé la réponse de système de l'ONU à l'appel du Sommet 2005 de soutenir les efforts des États membres à mettre en œuvre les stratégies de développement national pour atteindre les objectifs de développement convenus au niveau international, tout en favorisant leur plus grande cohérence avec l'Agenda des Nations Unies pour le développement.

En réponse à la crise financière mondiale, Jomo a lancé pour l'ensemble du système des Nations Unies, la Capacité Consultative supplémentaire dans le domaine de la macroéconomie-qui comptait l'OIT parmi ses multiples agences participantes -- afin d'offrir «une deuxième opinion» sur les réponses politiques

appropriées, mettant l'accent sur une reprise économique rapide et sur la création d'emplois. Il a également siégé, à titre personnel, à la Commission [Stiglitz] d'experts du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les réformes du système monétaire et financier international en 2008-2009 -- le seul fonctionnaire de l'ONU invité à le faire. Dans la Commission, il a travaillé en étroite collaboration avec d'éminents économistes et des responsables des finances, dont plusieurs banquiers centraux, afin de concevoir des propositions de réforme du système financier international.

Nommé par le Secrétaire général des Nations Unies «Sherpa» et «Adjoint aux Finances» au G20 pour l'ONU, Jomo a travaillé à forger un consensus international pour une reprise économique inclusive, durable et riche en emplois. Ceci comprenait la mobilisation du soutien des Nations Unies pour l'OIT ainsi que les initiatives des ministres du Travail et des affaires sociales du G20. Il a également représenté le Secrétaire général au Comité monétaire et financier international du FMI et au Comité de développement Banque mondiale-FMI au cours des quatre dernières années.

Accroître le soutien en faveur de nos objectifs

Jomo est le premier à occuper son poste de haut niveau aux Nations Unies, spécialement créé pour améliorer la qualité du travail du Département des affaires économiques et sociales, qui est responsable de quatre cinquièmes des publications du Secrétariat à New York. Il supervise également l'élaboration annuelle de près de trois cents Rapports et publications du Secrétaire général et d'autres départements sur les questions de développement durable, économique, et sociale, particulièrement sur l'enquête annuelle sur la situation économique et sociale dans le monde (WESS), le Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), le Rapport du Groupe de réflexion sur le retard pris dans la réalisation des OMD, et le Rapport sur la Situation et perspectives de l'économie mondiale (WESP).

Il a travaillé pour assurer une plus grande collaboration à l'échelle du système des Nations Unies dans la préparation des rapports, y compris «le Travail dans le Monde» de l'OIT et le rapport [biennal] sur la Situation sociale mondiale (RWSS) (par exemple, sur «L'impératif de l'emploi» en 2007). De plus, il a encouragé et institué la parution de la série des documents de travail et notes d'orientation politique du Département ainsi que d'autres parutions d'utilisation accrue par les États membres, tout en rationalisant les activités de recherche et publications du Département et en réduisant les publications imprimées afin d'en contenir les coûts.

Depuis son entrée à l'ONU, il a collaboré étroitement avec l'OIT afin d'inclure des objectifs d'emploi dans les Objectifs du Millénaire pour le développement en 2005, arguant que la promotion du travail décent est nécessaire pour la réduction durable de la pauvreté. Il a dirigé les efforts du Département pour promouvoir les questions de politique sociale et du travail, y compris le socle de protection sociale, une globalisation équitable, le développement des ressources humaines et l'emploi des jeunes. Par exemple, il supervise le travail sur le thème de «la promotion des capacités productives, l'emploi et le travail décent dans le contexte d'une croissance économique inclusive, durable et équitable» dans le cadre de l'examen ministériel annuel 2012 de l'ECOSOC ainsi que les préparatifs pour le sommet «Rio+20» sur le développement durable. De même, il a supervisé l'initiative renforcée sur le chômage des jeunes pour la Commission pour le développement social de 2012. Il a également dirigé les efforts pour mieux répondre aux besoins des États Membres de l'ONU à travers le renforcement des capacités et d'autres activités de coopération technique, y compris le soutien pour la création et l'amélioration des conseils économiques et sociaux nationaux.

Depuis Décembre 2006, il a également été coordonnateur (honoraire) de la recherche pour le Groupe d'experts intergouvernemental du G24 sur des questions monétaires internationales et le développement. Ce rôle du G24 lui a permis de travailler avec les ministres des Finances pour défendre une croissance inclusive, robuste et économique, en particulier une reprise de l'emploi, depuis la crise financière. Il a initié une série de notes d'orientation du G24 et a réorganisé les réunions techniques du G24 afin de mieux servir les besoins des gouvernements membres. Après la crise de 2008, il a coordonné un effort de recherche pour le G24 afin d'articuler des propositions de réforme du système financier internationale. Du reste, la Banque des règlements internationaux, l'ONU et le G24 ont été reconnus comme les seules organisations internationales qui avaient averti de l'imminence de la crise de 2008-2009.

Recherche de consensus pour le progrès

Dans ses différentes capacités, il a travaillé à construire et à élargir le consensus international pour renforcer l'impact de l'action collective de la communauté internationale. Pour renforcer l'impact des initiatives de l'ONU sur les questions de développement économique, social et durable, il a cherché à assurer une collaboration et une cohérence à l'échelle du système. A cet égard, il a travaillé en étroite collaboration avec les agences de l'ONU et par le biais du Comité exécutif de l'ONU pour les affaires économiques et sociales afin d'améliorer la cohérence des politiques, en particulier autour de l'Agenda de développement de l'ONU. Il a concentré ses efforts sur les politiques complémentaires pour un développement

inclusif, équilibré et durable, la création d'emplois et, plus récemment, une reprise forte et soutenue de l'économie. Récemment, les efforts menant à articuler un programme post-2015 pour le développement de l'ONU lui ont été confiés.

Pour défendre et promouvoir une telle coopération, il a pris parole devant la Conférence internationale du Travail, devant les réunions ministérielles de la CNUCED, la plupart des commissions régionales, et la plupart des fonds de l'ONU, programmes et institutions spécialisées, l'Assemblée générale de l'ONU, le Conseil économique et social, ainsi que le Forum économique mondial (Davos), le Global Policy Forum (Yaroslavl), le World Public Forum (Rhodes), le Forum social mondial (Porto Alegre, Mumbai) ainsi que de nombreuses universités, des organisations d'entrepreneurs et des conférences de la société civile. Outre le renforcement des relations avec la communauté de recherche et les organisations non gouvernementales pour diverses commissions fonctionnelles de l'ONU (par exemple celle sur le développement social, le développement durable, les femmes, la population, les peuples autochtones, les personnes handicapées), il a également travaillé en étroite collaboration avec le monde des affaires sur le Pacte mondial, les Objectifs du Millénaire pour le développement, les TIC pour le développement, ainsi que de nouvelles initiatives telles que l'efficacité énergétique, les médicaments à prix abordable, le financement de la diaspora et les ordinateurs portables à 100\$US.

Dans son pays d'origine, la Malaisie, Jomo a été membre du Conseil consultatif économique national pendant la période 1989-1991, quand il a réuni à la Fédération des employeurs de Malaisie et le Congrès des syndicats de Malaisie autour d'une série de propositions de réforme post-1990 (post-Nouvelle politique économique). Cette collaboration sans précédent a abouti à des propositions innovantes pour un nouveau contrat social en Malaisie, base d'une modernisation économique, sociale et politique accélérée et d'une construction de la nation fondée sur l'héritage multiculturel unique de la Malaisie. Sa nomination par le gouvernement de la Malaisie a été appuyée avec enthousiasme par la Fédération des employeurs de Malaisie (MEF) et le Congrès des Syndicats Malaisiens (MTUC).

En consultation avec les ministères, les organisations professionnelles, les syndicats ainsi que d'autres organisations de la société civile de la fin des années 1970, Jomo a œuvré pour des consultations tripartites afin d'atteindre un consensus et une collaboration dans l'élaboration de politiques. Cette approche se reflète également dans l'unique réponse de la Malaisie à la crise financière asiatique de 1997-1998, qui est devenue par la suite une référence internationale importante en matière de réponses en politiques macroéconomiques anticycliques aux crises

financières récentes, en particulier pendant l'année 2009, et pour le récent retour vers une meilleure gestion du compte de capital souverain.

Ecrits en persuasion

Jomo a écrit ou édité plus d'une centaine de livres et traduit une douzaine de volumes en plus de nombreux articles académiques et articles dans les médias. Ses nombreux écrits ont couvert l'économie du développement, l'économie politique, la politique macroéconomique, l'économie internationale, la politique industrielle, de recherche de la maximisation de la rente, la corruption, la libéralisation économique, la répartition économique, l'action affirmative, les relations ethniques, l'éthique économique, la religion et l'histoire économique. Jomo a écrit ou édité plus d'une centaine de livres et traduit une douzaine de volumes, en plus de nombreux articles académiques et autres publications dans les médias écrits.

Certains de ses livres plus connus incluent *Monde plat*, *De grands écarts* (sur les inégalités globales de revenu); *Réformer le système financier international pour le développement*; *Pauvres pauvreté* (sur la pauvreté des politiques relatives à la pauvreté); *Bonne gouvernance et développement*; *Une question de classe*; *Privatiser la Malaisie*; *Le miracle incompris de l'Asie du Sud-est*; *Tigres en difficulté*; *Economie politique de la Malaisie*; *Loyers, recherche de rente et de développement économique*; *Eclipse Malaisienne* (sur la crise de 1997-1998) et *Le Nouveau développement économique*. En 2007, il a reçu le prix Wassily Leontief pour l'avancement des limites de la pensée économique.

Certains de ses livres en rapport avec l'OIT autres comprennent *Vers le plein-emploi et un travail décent pour tous*; *Segmentation du marché du travail dans les services de la Malaisie*, *Les syndicats et l'Etat en Malaisie péninsulaire*; *Paysannes femmes Malaisiennes et la terre* (pour l'OIT); *Travail des enfants en Malaisie* et *Travail précoce: Les enfants au travail dans les plantations de Malaisie*. Il a également conçu et préparé les textes pour deux bandes dessinées pour les enfants sur le travail des enfants (*Meena, un enfant travailleur de plantation*) et les accidents industriels impliquant des enfants travailleurs (*Shamsul et la machine à broyer la glace*), ainsi que des scripts de films pour trois documentaires sur le travail des femmes, le travail dans les plantations et les travaux de pêche.

Hors des sentiers battus

Jomo a été parmi les premiers à entreprendre des recherches sur l'inégalité des sexes et les femmes dans le développement en Malaisie il ya trois décennies, mais il s'est également efforcé d'encourager les jeunes chercheurs depuis lors. Il est membre du

comité éditorial de la *Feminist Economics*, a supervisé les éditions 2005 et 2010 de la révision quinquennale de statistique, *Les femmes du monde*, et continue de surveiller les effets spécifiques de la financière sur le genre.

Son travail international a commencé bien avant qu'il n'entre à l'ONU en 2005. Depuis les années 1980, il a travaillé avec de nombreuses organisations internationales, intergouvernementales, ainsi que de la société civile. Une grande partie de cet engagement a été sur invitation, en reconnaissance de la nature normative et des bases solides de son travail d'analyse et de sensibilisation. Il a été président fondateur (2001-2004) de l'International Development Economics Associates, et a également siégé au conseil de l'Institut de recherche des Nations Unies sur le développement social à Genève, depuis 2002, ainsi que dans les comités exécutifs d'autres associations professionnelles internationales.

Il a été le pionnier des recherches analytiques dans certains domaines au niveau mondial, par exemple, sur l'action affirmative, la maximisation de la rente, et la gouvernance du développement, en plus de la promotion des politiques menant à un plein emploi et une reprise économique plus forte et soutenue. Alors qu'il était encore basé en Malaisie, M. Jomo a mené des recherches au Brésil, en Afrique du Sud, en Indonésie, en Thaïlande, aux Philippines et au Japon. Il a aussi été invité en tant qu'orateur dans des conférences dans onze pays d'Afrique, huit pays d'Amérique latine et des Caraïbes, cinq pays d'Asie du Sud et huit pays d'Asie de l'Est entre 1996 et 2002. Il a également parlé dans des conférences en Europe, en Amérique du Nord, en Asie centrale et occidentale, en Australie, en Nouvelle-Zélande et Fidji.

Formation personnelle

Né en Malaisie coloniale d'une famille multiculturelle, il a reçu les noms de deux dirigeants africains anticoloniaux. Jomo est né à Penang, en Malaisie, le 11 Décembre 1952, peu après que le premier président Kényan Jomo Kenyatta ait été incarcéré par les Britanniques en Octobre et des années après que son père eut rencontré le premier président Ghanéen Kwame Nkrumah et eut servi en tant que co-secrétaire du Congrès Panafricain en 1945-1946. Il a été délégué de la Malaisie au Forum mondial de la jeunesse en 1970.

Il a étudié à l'École libre de Penang (1964-1966) et au Collège militaire royal (1967-1970) en Malaisie. Après son diplôme *cum laude* de l'Université Yale, avec spécialisation en économie, il est allé à la Kennedy School of Government à Harvard et y a obtenu sa maîtrise en 1974. Ensuite, il retourna enseigner en Malaisie à l'Université des sciences de Malaisie (USM) à la mi-1974. Il a également enseigné à

Harvard, pendant la période 1974-1975, dans le département d'économie, le programme d'études sociales et l'Institut Kennedy sur la politique. Il est retourné en Malaisie poursuivre des recherches dans le cadre de sa thèse de doctorat au début de 1976 avant d'entrer dans la faculté d'économie de l'Université nationale de Malaisie (UKM) au début de 1977. Jomo est ensuite retourné à Harvard pour terminer son doctorat à la fin de 1977 tout en enseignant à Yale. À la mi-1982, il s'installe à l'Université de Malaya, jusqu'à ce qu'il prenne une retraite anticipée en 2004. Il a été professeur invité à l'Académie britannique et plus tard, Chargé de cours invité à Cambridge (1987-1988; 1991-1992), professeur Fulbright à l'Université Cornell (1993) et Chargé de recherche senior, invité à l'Institute de Recherche d'Asie à l'Université Nationale du Singapore (2004).

Déjà reconnu internationalement comme un éminent spécialiste avant son entrée à l'ONU, Jomo a écrit ou édité plus d'une centaine de livres et traduit 12 volumes, en plus de nombreux articles académiques et autres dans les médias écrits. Il est membre du comité éditorial de plusieurs revues savantes et a déjà été largement reconnu comme un intellectuel et humaniste public de premier plan, avec une vue indépendante et originale. Bien avant la crise financière asiatique de 1997-1998, il fut un des premiers partisans de mesures politiques appropriées pour soutenir les investissements économiques et l'emploi, dont certaines ont été introduites plus tard pour le Premier ministre Malaisie, M. Mahathir.

Jomo a également été directeur fondateur de l'Institut indépendant d'analyse sociale (Insan) (1978-2004), rédacteur de la revue mensuelle bilingue, *Nadi Insan* (Pouls humain) (1979-1983) et rédacteur en chef fondateur de la *Ilmu Masyarakat* (Connaissance sociale) (1983-1996), président de l'Association Malaisienne des sciences sociales (1996-2000) et coordonnateur de la première et la seconde Conférence internationales des Etudes Malaisiennes (1997, 1999). Comme beaucoup d'autres dans le monde, Jomo a mené en Malaisie des campagnes pour les droits de l'homme, du travail, ainsi que d'autres droits, de même que l'opposition à la corruption et autres abus.

Outre le Malais et l'Anglais, il a appris huit langues (Espagnol, Français, Russe, Indonésien, Tamoul, Mandarin, Hokkien, Teochew). Sa sensibilité culturelle s'est affûtée en grandissant dans un foyer multiracial dans son pays natal cosmopolite et multiculturel qu'est la Malaisie, en fréquentant un pensionnat militaire, en tant que délégué de la Malaisie au Forum mondial des jeunes (FMJ) en 1970, en rentrant au pays par voie terrestre seul à travers la Belgique, la Hollande, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la Yougoslavie, la Grèce, la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde à la mi-1972, et à travers la Colombie,

l'Équateur, le Pérou, le Chili, l'Argentine, l'Uruguay, le Brésil et la Bolivie l'année suivante.

Jomo est marié à l'historienne Felice Noelle Rodriguez, ils ont trois enfants: Nadia (née en 1987), Emil (né 1989) et Leal (née en 1990). Son père Shree Kaliana Sundaram est décédé en Février 1974 après une éminente carrière militaire en Europe, en Afrique et en Asie pendant la Seconde Guerre mondiale et sa participation ultérieure à des activités civiques, y compris les mouvements d'indépendance, coopératifs et syndicaux. Sa mère Chua Sock Liang a vécu avec eux jusqu'à ce qu'elle décède en Décembre 2010 à l'âge de 91 ans. Après deux décennies de travail dans un foyer et une école pour enfants aveugles, elle a été bénévole pour des groupes de soutien aux femmes et encouragé les activités de promotion et de sensibilisation de Jomo.